

PRÉFET DE LA RÉGION BRETAGNE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement de Bretagne

Arrêté préfectoral portant décision après examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement

Le Préfet de la région Bretagne

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Philippe GUSTIN, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2021 nommant M. Eric FISSE directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, à compter du 1^{er} novembre 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 août 2023 portant délégation de signature à M. Eric FISSE, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 août 2023 portant subdélégation de signature à Mme Aurélie MESTRES et M. Yves SALAÛN, respectivement directrice adjointe et directeur adjoint de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu le dossier de demande d'examen au cas par cas n° 2023-010934 relatif au **projet de création des zones de mouillage et d'équipements légers (ZMEL) de Ar Vrenning et Toull An Dour, sur le territoire de la commune de Landéda (29)**, déposé par la commune de Landéda, reçu et considéré complet le 11 août 2023 ;

Considérant que ce projet relève de la catégorie n° 9 d) « Zones de mouillages et équipements légers » du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant que la nature du projet :

- organisation et mise en place d'une gestion collective pour 40 mouillages existants par la création de deux zones de mouillages et d'équipements légers (ZMEL), chacune d'une capacité de 20 places ;
- installation de rack à annexes ;

Considérant la localisation de ce projet :

- de part et d'autre de la presqu'île Sainte-Marguerite, dans une zone classée Ns (zone naturelle à protéger spécifique à la loi Littoral) au plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) du Pays des Abers ;

- dans un site inscrit pour ses paysages (site des Abers), également site Natura 2000 (zone de protection spéciale pour la conservation des oiseaux Abers-Côte des Légendes), et dans le périmètre des monuments historiques de l'Abbaye des Anges et du Fort de l'île de Cézon ;

Considérant que :

- les secteurs de mouillage n'affectent pas d'habitats prioritaires au sens de la directive Natura 2000 (herbiers de zostère ou bancs de maërl, en particulier) ;
- le rangement des annexes dans des racks permettra de préserver l'estran ;
- la perception paysagère du secteur sera peu modifiée, du fait de la dimension modeste des deux ZMEL et de l'absence d'augmentation du nombre total de mouillages ;
- les dispositions du règlement des ZMEL et la présence d'équipements communaux sur le port voisin de l'Aber-Wrac'h (aire de carénage notamment) limitent les risques de pollution liés à la présence des mouillages.

Considérant que le projet, au vu des éléments fournis, n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive européenne susvisée et ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

Arrête :

Article 1^{er}

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, **le projet de création des zones de mouillage et d'équipements légers (ZMEL) de Ar Vrenning et Toull An Dour à Landéda (29) est dispensé de la production d'une étude d'impact.**

Article 2

La présente décision est délivrée au regard des informations contenues dans le formulaire et ses annexes. Elle peut être remise en cause si les résultats d'études ultérieures mettent en évidence des impacts ou une sensibilité particulière du milieu.

Article 3

Cette décision, délivrée en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis. Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une étude d'impact ne dispense pas le pétitionnaire de mettre en œuvre les principes généraux énoncés à l'article L 110-1 du code de l'environnement, particulièrement en ce qui concerne le principe d'action préventive et de correction.

Article 4

Le présent arrêté sera transmis au pétitionnaire, avec copie au Préfet du département concerné. Par ailleurs, il sera publié sur le site Internet de la DREAL Bretagne.

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle conclut à la nécessité d'une évaluation environnementale, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire, conformément aux dispositions du VII de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours administratif préalable.

Recours gracieux ou administratif (hors hiérarchique) :

DREAL Bretagne
Service CoPrEv
Bâtiment l'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes cedex

Recours hiérarchique :

M. le Ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires

Recours contentieux :

Monsieur le Président du tribunal administratif de Rennes
Hôtel de Bizien
3, Contour de la Motte
CS 44416
35044 Rennes cedex

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens à partir du site www.telerecours.fr.